

Numéro 26 - 17 mai 2023

Grève à Sel Windsor

**Un autre régime de retraite public
canadien supervise les activités antisyndicales
de Stone Canyon**



Le rassemblement du Premier Mai sur les lignes de piquetage de Sel Windsor était signe d'un vaste appui à la juste cause des grévistes.

- **L'économie politique de l'attaque contre
les travailleurs de Sel Windsor**

– K.C. Adams –

Grève à Sel Windsor

**Un autre régime de retraite public
canadien supervise les activités antisyndicales de
Stone Canyon**

Outre le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO), l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) détient également des investissements importants et, par conséquent, un siège au conseil d'administration de Stone Canyon Industries Holdings Inc. (SCIH), le cartel qui se livre à des activités antisyndicales à Sel Windsor, à Windsor, en Ontario. Investissements PSP contrôle les fonds de

pension de la fonction publique fédérale, des Forces armées canadiennes et de la Force de réserve, ainsi que de la GRC.



Des grévistes du secteur public fédéral se joignent aux travailleurs de Sel Windsor sur le piquet de grève, le 27 avril 2023.

Investissements PSP est une société d'État, ce qui implique directement le gouvernement fédéral dans les activités antisyndicales de Stone Canyon. Cela expose le mythe de la neutralité du gouvernement dans les conflits du travail. Selon son site Web, Investissements PSP rend compte aux ministres responsables des régimes de retraite au moyen d'états financiers trimestriels et de rapports annuels. Il communique en permanence avec l'actuaire en chef du Canada, les représentants du Conseil du Trésor et d'autres représentants du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution de son mandat statutaire. François Dufresne représente Investissements PSP au conseil d'administration de Stone Canyon. Il est directeur principal des placements privés à Investissements PSP[1].

Investissements PSP a été créé par une loi du Parlement en septembre 1999. Au 31 mars 2021, il gérait un actif net de 230,5 milliards de dollars canadiens. En juin 2021, il a déclaré que son actif net sous gestion avait augmenté de près de 26 milliards de dollars, soit une hausse de 12,7 % par rapport aux 204,5 milliards de dollars enregistrés à la fin de l'exercice précédent.

Les pratiques d'Investissements PSP sont censées être guidées par un code de déontologie comportant des normes éthiques élevées. Ces normes sont les suivantes :

- Agir avec intégrité et honnêteté
- Respecter les lois applicables
- Protéger nos actifs et les renseignements confidentiels
- Prévenir les conflits d'intérêts

Le fait que le siège d'Investissements PSP au conseil d'administration de Stone Canyon lui permette de superviser les actions de la société de portefeuille, telles que les activités visant à briser la grève à Sel Windsor, remet en question les pratiques d'Investissements PSP et le respect du code de déontologie stipulé. La conduite de Stone Canyon a consisté à faire tout ce qu'elle pouvait, et sans scrupules, pour imposer la convention collective qu'elle veut, qui passera outre au syndicat et aura pour effet de le briser. Les tactiques actuelles de l'entreprise ont eu pour effet de maintenir inutilement les travailleurs en grève. Ce n'est pas quelque chose que la majorité des travailleurs de la fonction publique considérerait comme une action intègre ou honnête, comme l'a démontré leur

grève nationale pour défendre leur droit de négocier leurs salaires et leurs conditions de travail afin de respecter les normes applicables à tous les travailleurs canadiens.

L'implication d'un autre grand fonds de pension de la fonction publique canadienne dans les activités de briseur de grève d'une société de portefeuille américaine est une chose qui préoccupe le mouvement syndical au Canada. Les travailleurs n'acceptent pas que leur épargne-retraite soit utilisée pour financer des entreprises sans scrupules qui causent du tort aux travailleurs aux États-Unis et au Canada ou ailleurs dans le monde. Les gestionnaires de ces fonds prétendent que ces investissements ne sont pas politiques et que leur mandat consiste à obtenir les meilleurs rendements sur les investissements. Des codes de déontologie et des normes éthiques sont établis, mais les travailleurs n'ont aucun rôle à jouer dans leur définition concrète, ce qui leur permettrait d'exercer un contrôle sur les investissements.

Dans la situation actuelle, sachant qu'Investissements PSP a des investissements dans Stone Canyon et siège à son conseil d'administration, les travailleurs de la fonction publique peuvent faire entendre leur voix pour lui demander des comptes et même exiger qu'Investissements PSP se désengage de Stone Canyon. Celle-ci a adopté un comportement peu scrupuleux pour prolonger la grève à Sel Windsor afin d'imposer aux travailleurs une convention collective qui ne leur convient pas et qui, de surcroît, a pour effet de briser le syndicat. Les membres des forces armées qui croient en leur fonction de défense du Canada pourraient également envisager de faire entendre leur voix quant à l'investissement de leurs fonds de retraite.

***Soutenons les travailleurs de Sel Windsor !
Exigeons des comptes sur les investissements des fonds de retraite !***

Note

1. François Dufresne est également administrateur de TeamHealth, Inc, un grand cabinet privé de services de santé aux États-Unis, basé à Knoxville, Tennessee, qui offre des soins par l'intermédiaire de plus de 15 000 « professionnels de la santé affiliés », qui agissent en tant que sous-traitants dans la fourniture de soins. Il est également membre du conseil d'administration de Fives SAS, un groupe français d'ingénierie d'envergure mondiale qui conçoit et fournit des machines, des équipements de traitement et des lignes de production pour diverses industries. Il est également administrateur de Northwest Fiber, LLC (« Ziplly Fiber »), un fournisseur d'accès internet à haut débit via un réseau de fibre optique à domicile dans le Nord-Ouest Pacifique, aux États-Unis.

Avant de rejoindre Investissements PSP, François Dufresne était vice-président du développement corporatif et directeur financier d'Ovivo Inc., une société basée à Montréal qui conçoit et fournit des systèmes de traitement de l'eau dans le monde entier. De 2002 à 2013, il a été associé chez EY au Canada. De 1997 à 2002, il a été vice-président du développement corporatif chez Télésystème Mobiles International Inc., une entreprise montréalaise qui exploite des réseaux de voix et de données sans fil dans plusieurs pays. Auparavant, jusqu'en 1997, il a passé 11 ans chez Arthur Andersen au Canada.



L'économie politique de l'attaque contre les travailleurs de Sel Windsor

– K.C. Adams –

Le contrôle de la production et de la distribution du sel par Stone Canyon aux États-Unis et au Canada est une forme d'investissement impérialiste. Un cartel central amasse des richesses sociales

déjà produites provenant de diverses sources comme des particuliers fortunés, des entreprises et des fonds spéculatifs, mutuels et de pension. Le cartel cible un secteur de l'économie comme la production de sel et utilise progressivement la taille immense du fonds pour acheter et s'emparer de la valeur fixe (bâtiments, machines et contrats) des entreprises du secteur.



Les cartels achètent la valeur fixe des opérations déjà existantes. L'acheteur bénéficie immédiatement du revenu brut et du bénéfice des opérations combinées, qu'il peut ensuite présenter à ses investisseurs comme un rendement sur investissement. Les personnes ayant investi des fonds dans le cartel de Stone Canyon sont parfois deux fois éloignées de l'exploitation réelle de l'installation de Sel Windsor et de toute autre entreprise détenue par le cartel. Elles ne recevraient qu'une déclaration du taux de rendement de leur investissement dans le cartel et ne seraient généralement pas concernées par les investissements du cartel. Ou bien, comme dans le cas du Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RREO), qui contrôle les pensions des enseignantes et enseignants de l'Ontario, et de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP), qui contrôle les fonds de pension de la fonction publique, des Forces armées canadiennes, de la GRC et de la Force de réserve, l'importance de leurs investissements leur permet de participer à la surveillance du cartel en obtenant un siège au conseil d'administration.

Les impérialistes utilisent leur valeur sociale accumulée pour investir dans de nouvelles productions si un accord peut être conclu pour que l'État subventionne une grande partie de l'investissement total. C'est le cas de l'accord passé par Volkswagen avec les gouvernements du Canada et de l'Ontario pour payer une grande partie du prix (valeur fixe) d'une nouvelle usine de production de batteries en Ontario. Le refus des impérialistes d'investir dans une nouvelle production si cela ne comprend pas des stratagèmes pour payer les riches s'explique en partie par le fait qu'aucun revenu ne sera généré par la nouvelle installation pendant plusieurs années. Sans subventions gouvernementales et conditions favorables pour les infrastructures nécessaires, les impérialistes n'investiront dans de nouvelles installations que comme prêteurs et non comme propriétaires, les intérêts commençant à être versés immédiatement.

Les investisseurs impérialistes du type de ceux qui ont pris le contrôle monopolistique de la production de sel comprennent des fonds spéculatifs, des fonds mutuels et des fonds de pension, souvent appelés « capital-investissement ». Les investisseurs privés, qu'ils soient ou non éloignés des entreprises achetées, exigent un rendement immédiat de leur argent, ce qui exerce une pression sur les gestionnaires réels des opérations pour qu'ils écorchent le même boeuf encore et encore.

C'est le cas à Sel Windsor, où Stone Canyon et ses investisseurs attaquent les travailleurs avec acharnement, exigeant des concessions inacceptables.

Une fois qu'un cartel d'investissement, ou une société de portefeuille, comme Stone Canyon se nomme elle-même, est devenu propriétaire d'une part importante d'une composante ou d'un secteur de l'économie, il peut instituer son contrôle monopolistique. Le but du cartel est d'utiliser sa position de monopole pour augmenter la valeur ajoutée ou les bénéfices qu'il exproprie des entreprises achetées. Le cartel s'intéresse à la valeur reproduite que la classe ouvrière réclame à la valeur qu'elle produit. La valeur nouvelle produite par la classe ouvrière est la principale, mais pas la seule source de profit pour le cartel, mais elle est la seule source de valeur reproduite que la classe ouvrière réclame. Les impérialistes augmentent leurs profits en augmentant la production de valeur nouvelle, en s'emparant d'une partie de la valeur reproduite revendiquée par la classe ouvrière ou en utilisant leur contrôle monopolistique pour gonfler le prix du marché du sel au-dessus de son prix de production réel.



La position de monopole du cartel et les exigences de rendements immédiats et constants des investisseurs fait qu'il utilise tous les moyens pour obtenir des concessions de la part de la classe ouvrière, exigeant qu'elle renonce à une partie de sa revendication de valeur reproduite sous forme de salaires et d'avantages sociaux. Stone Canyon l'a déjà fait au Canada, notamment dans son entreprise de sel en Nouvelle-Écosse, et cible maintenant les travailleurs de Sel Windsor, en Ontario.



La réduction de la réclamation des travailleurs à la valeur reproduite ne se fait pas seulement par la baisse des salaires et l'élimination des avantages sociaux pour les travailleurs directement employés, ce qui est évident, mais aussi par la façon dont le travail est organisé. Stone Canyon exige le droit de monopole de sous-traiter le travail à Sel Windsor. Le remplacement des travailleurs actuels par des travailleurs sous contrat éliminerait progressivement le syndicat ainsi que toute convention collective et toute sécurité que les travailleurs syndiqués pourraient avoir.

Les travailleurs à contrat que Sel Windsor veut recruter pour remplacer les travailleurs actuels n'auront aucune sécurité ou permanence d'emploi, ils auront seulement un contrat d'une certaine durée, qui ne comporte généralement aucune garantie de travail ou d'avantages ultérieurs.

L'élimination de la sécurité d'emploi peut réduire de diverses manières la valeur reproduite

revendiquée par les travailleurs. Le travail à contrat devient généralement un travail irrégulier, sans heures ou jours de travail fixes ni sécurité d'emploi. Cela élimine la valeur reproduite supplémentaire pour les heures supplémentaires, le travail de fin de semaine, les vacances et la plupart des avantages sociaux, y compris les pensions. L'entreprise impérialiste peut allonger la journée et la semaine de travail de la classe ouvrière en recourant à des contrats avec plusieurs travailleurs. Avoir deux ou trois emplois à temps partiel est devenu monnaie courante au Canada. Le travail contractuel irrégulier permet également aux impérialistes d'éliminer des travailleurs pendant toute période de ralentissement de la production ou de récession et de réduire les salaires dans les contrats suivants.

Manipulation des prix

La concentration de la propriété d'une industrie permet aux propriétaires d'utiliser leur position de monopole pour manipuler les prix du marché du produit social que les travailleurs produisent et forcer les fournisseurs à baisser leurs prix. Étant donné que Stone Canyon occupe déjà une position dominante dans la production de sel, elle n'a pas besoin d'éliminer ses concurrents en baissant ses prix. Au contraire, elle peut utiliser son pouvoir de monopole pour augmenter les prix du produit social qu'elle vend, exiger des prix plus bas pour ce qu'il doit acheter et imposer des contrats de livraison défavorables aux acheteurs en gros et aux municipalités, et il peut rompre ces contrats en toute impunité.

Selon certaines informations, le monopole du sel rompt régulièrement les contrats de vente de sel conclus avec les municipalités lorsque les circonstances font qu'il a trouvé d'autres acheteurs à des prix plus élevés. Il va sans dire que le sel est un produit essentiel pour la production alimentaire et, au Canada et dans le nord des États-Unis, pour le déglaçage des routes et des trottoirs. Il est pour le moins scandaleux que les gouvernements, qui sont censés servir le bien commun, permettent cet abus monopolistique de continuer. C'est le peuple qui doit l'obliger à y mettre fin !

Des prix plus élevés pour un produit social augmentent le revenu brut des ventes. Si les prix du marché sont plus élevés que les prix de production, cela se traduit par un profit plus important pour les propriétaires. Mais ce profit supplémentaire ne tombe pas du ciel; il doit provenir d'autres secteurs de l'économie, ce qui entraîne des perturbations et constitue un facteur supplémentaire de crises économiques récurrentes.

L'augmentation des prix des produits sociaux, que ce soit dans un cas particulier ou de manière générale à cause de l'inflation générale des prix, signifie que les impérialistes bénéficient du fait que leur investissement dans la valeur fixe, comme le montant payé par Stone Canyon pour les installations existantes, diminue par rapport au revenu brut actuel provenant de la vente des produits sociaux. Le montant de la valeur fixe des bâtiments et des machines consommée dans la production, appelé dépréciation ou valeur fixe transférée, est transféré à la production actuelle en tant que partie de son prix de production. L'inflation des prix signifie que la valeur fixe transférée ou l'amortissement de la valeur fixe détenue par le cartel diminue par rapport à la valeur marchande de la production actuelle. La différence devient un bonus pour les propriétaires sous la forme d'un profit supplémentaire.

L'inflation générale des prix dans l'ensemble de l'économie, qui est récemment devenue extrême, réduit la valeur fixe déjà achetée des moyens de production et sa valeur transférée par rapport au revenu brut plus élevé des ventes de produits sociaux. La différence devient un bonus supplémentaire pour les entreprises. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'économie impérialiste et ses institutions comme la Banque du Canada visent une inflation annuelle des prix d'au moins 2 %, et les brusques poussées d'inflation des prix peuvent se traduire par une augmentation des profits pour les entreprises qui disposent d'une grande quantité de valeur fixe. Les monopoles de la grande distribution alimentaire en sont un exemple[1].

L'inflation des prix, qui est un autre facteur de crise économique, exerce également une pression à la baisse sur la valeur reproduite (les salaires en particulier) et sur ce que les travailleurs peuvent acheter. Pour retrouver leur dignité et un niveau de vie qu'ils jugent acceptable, les travailleurs doivent organiser des luttes de classe déterminées pour « rattraper » l'inflation des prix.

Les conditions concrètes du contrôle monopolistique dans l'économie impérialiste exigent une approche large et unie de la classe ouvrière pour défendre ses droits et ses revendications. Les travailleurs et leurs organisations doivent se soutenir mutuellement par tous les moyens possibles. Ensemble, la classe ouvrière peut défendre ses droits et ses réclamations au produit social qu'elle produit. La lutte des travailleurs de Sel Windsor est une lutte juste que tous devraient soutenir.



Une approche globale est nécessaire pour mettre fin au contrôle monopolistique de l'économie et à son utilisation contre les intérêts du peuple et de la société. Les gouvernements doivent être contraints d'introduire des réglementations qui restreignent le droit de monopole, d'arrêter de payer les riches et de mettre des limites à l'exploitation. La situation souligne la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie centrée sur l'humain, en opposition à l'impérialisme. La classe ouvrière doit se préparer à cette lutte profonde et plus large pour mettre fin à l'économie impérialiste destructrice et la remplacer par une nouvelle direction centrée sur l'humain et sous le contrôle du peuple.

Note

1. L'inflation des prix a permis aux grands distributeurs alimentaires Loblaw, Sobeys et autres d'augmenter leurs profits. En effet, l'inflation des prix modifie en leur faveur deux des trois principales composantes du prix de production.

Les cartels de l'alimentation possèdent ou louent de nombreux points de vente, entrepôts, machines frigorifiques et camions. Cela signifie que la valeur fixe transférée consommée (utilisée comme amortissement) lors de la vente de denrées alimentaires est importante. La valeur fixe transférée est basée sur les prix payés avant la hausse actuelle de l'inflation générale des prix. Cela signifie que leur revenu brut provenant de la vente de denrées alimentaires à des prix gonflés a augmenté alors que leur valeur fixe transférée est restée pratiquement inchangée. La différence se traduit par une augmentation des profits.

Par ailleurs, le commerce de détail alimentaire est un secteur à forte intensité de main-d'oeuvre qui nécessite un grand nombre de travailleurs dans chaque magasin, dans les entrepôts et pour le transport. Avec l'inflation des prix, la valeur reproduite revendiquée par les travailleurs de l'alimentation diminue par rapport au revenu brut des entreprises de l'alimentation de détail. Les cartels de l'alimentation de détail s'emparent de la différence entre la valeur reproduite avant l'inflation et le revenu brut désormais gonflé des entreprises. Encore une fois, cela signifie que le revenu brut supplémentaire des ventes peut devenir un profit pour les oligarques de l'alimentation. Les travailleurs du commerce de détail, comme les autres, sont confrontés à la tâche d'organiser une lutte de classe déterminée pour « rattraper » la hausse des prix.

L'aspect de l'inflation des prix qui ne se traduit pas par une augmentation des profits est la valeur transférée

circulante des aliments et autres fournitures que les cartels de l'alimentation doivent acheter à leurs fournisseurs. Dans leurs témoignages devant un comité parlementaire pour essayer de justifier leurs profits gonflés pendant la pandémie, les PDG de l'industrie alimentaire ont expliqué qu'ils avaient été contraints d'augmenter les prix de détail en raison de l'augmentation de la valeur transférée circulante et que les profits plus élevés étaient en quelque sorte illusoire, même si l'on peut voir dans leurs bilans qu'une partie de l'augmentation des profits a été versée aux dirigeants de l'industrie. CBC News écrit : « Les documents réglementaires de Loblaw montrent que Galen Weston, le rejeton de l'une des familles les plus riches du Canada, a perçu un peu plus de 8,4 millions de dollars en salaires, primes et rémunérations à base d'actions l'année dernière (2022) en tant que président et président du conseil d'administration de Loblaw, la chaîne de magasins d'alimentation contrôlée par sa famille. » Cela représente une augmentation de 1,2 million de dollars par rapport à l'année précédente.

Yahoo News indique : « Le PDG de Kroger (Rodney McMullen), la plus grande chaîne d'épicerie des États-Unis, a été critiqué pour avoir reçu une prime record de 22,4 millions de dollars (en 2021, soit une augmentation de 6 %) après avoir réduit l'an dernier la prime de risque de 2 dollars de l'heure versée aux travailleurs-clés, selon des rapports. Kroger, qui emploie environ 465 000 personnes dans 2 640 magasins, a vu ses bénéfices augmenter en 2020, passant de 122,29 milliards de dollars en 2019 à 132,5 milliards de dollars. »

À noter que le salaire annuel médian d'un travailleur de Kroger est de 24 000 dollars.

Pour en savoir plus sur les travailleurs qui luttent contre le vol de salaire chez Kroger, [cliquez ici](#).



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca